



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS  
EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION TOULOUSAINE**

\* \*  
\*

**Séance du 16 Septembre 2015**



**9 - RESSOURCES HUMAINES**

**9.2 - Mise à disposition du SMTC par la Société de la Mobilité de l'Agglomération Toulousaine (SMAT) de Madame Marie-Christine CAZIER pour exercer des missions nécessitant une qualification technique spécialisée**

L'an deux mille quinze, le seize septembre à Toulouse Métropole, le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Michel LATTES, Président du Syndicat Mixte.

**TOULOUSE METROPOLE :**

Etaient présents :

MM. AUJOLAT, BRIAND, CARNEIRO, DEL BORRELLO, KELLER, LATTES, LAGLEIZE, MME MARTI, MM. MOUDENC, TRAUTMANN, MME TRAVAIL-MICHELET.

Empêchés d'assister à la séance et ont donné pouvoir :

MM. CHOLLET, GRASS, RAYNAL.

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU SICOVAL :**

Etaient présents:

MM. AREVALO & LAFON.

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL :**

Etait présent :

M. LERY.

Empêché d'assister à la séance et a donné pouvoir :

M. BACOU.

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU MURETAIN :**

Etait présent :

M. SUAUD.

Empêchée d'assister à la séance et a donné pouvoir :

MME ROUCHON.

Monsieur le Président expose :

L'article 61-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 permet aux « collectivités territoriales et à leurs établissements publics administratifs, lorsque des fonctions exercées en leur sein nécessitent une qualification technique spécialisée, de bénéficier de la mise à disposition de personnels de droit privé, dans les cas et conditions définis par décret en Conseil d'Etat ».

Cette mise à disposition est assortie du remboursement par la collectivité d'accueil des rémunérations, charges sociales, frais professionnels et avantages en nature dont bénéficient les intéressés.

Une convention entre la collectivité d'accueil et l'employeur règle les modalités de mise en œuvre de ce dispositif.

Les personnels mis à disposition sont soumis aux obligations qui s'imposent aux fonctionnaires ainsi qu'aux règles d'organisation et de fonctionnement du service d'accueil.

Le SMTC souhaite recruter dans ses services, dans le cadre d'une mise à disposition, un agent de droit privé de la SMAT qui a une expérience confirmée du réseau Tisséo et une qualification technique spécifique indispensable au bon fonctionnement des services de l'autorité organisatrice et dont les compétences ne se trouvent pas dans l'effectif du SMTC.

Cette mise à disposition permet de rester à effectif constant et de ne pas lancer de procédure de recrutement. Elle favorise en outre les économies d'échelle et renforce la cohésion sociale et la cohérence publique locale.

Cette mise à disposition peut être interrompue à tout moment à la demande de l'agent, de la collectivité d'accueil ou de la SMAT.

Un rapport annuel sur l'état des mises à disposition des personnels est communiqué en Comité Technique.

Ce dispositif concerne un agent de la SMAT, Madame Marie-Christine CAZIER et le poste ouvert à la mise à disposition pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2015 est le suivant :

Poste de Chargé de mission systèmes « Parcs relais et supports projets ».

Le poste de chargé de mission «Parcs relais et support projets», rattaché au service « Patrimoine Systèmes - Innovation, Europe » (PSIE) de la DGA Patrimoine et Investissements du SMTC, vise ainsi à prendre en charge le développement et la mise en service du nouveau système de gestion des parcs relais dans le cadre des missions suivantes :

- Analyse des besoins fonctionnels formalisés par la Direction Générale Adjointe Mobilité Réseaux et les services de l'exploitant,
- Veille technique et état de l'art des systèmes existants ;
- Participation à la définition des interfaces avec les autres systèmes.
- Rédaction des cahiers des charges et montage des marchés permettant de mettre en œuvre le système,
- Gestion technique, administrative et financière du projet et des marchés,
- Suivi et évaluation des solutions techniques mises en œuvre.

Plus généralement, le chargé de mission sera amené à :

- Apporter une vision stratégique sur les systèmes qu'il prendra en charge, en intégrant les logiques industrielles, le contexte projet (évolution de l'offre et développement du réseau) ainsi que la dimension patrimoniale avec en particulier la programmation du traitement de l'obsolescence technique et / ou fonctionnelle des systèmes et équipements.
- Intervenir, en lien avec le chargé de mission « coordination des projets/systèmes », en accompagnement des chefs de projet SMTC, en assurant un rôle de coordination / interface au sein du SMTC, et vis à vis de l'exploitant, et/ou de la SMAT et autres Maîtres d'Ouvrage, entre le projet et l'ensemble des systèmes exploités, programmés ou étant amenés à être modifiés ou renouvelés sur la période de mise en œuvre du projet.
- Valider et formaliser les exigences systèmes du SMTC, en lien avec l'exploitant, et s'assurer de leur bonne prise en compte dans les projets d'infrastructures et d'acquisition de Matériel Roulant,
- Assurer l'interface avec la DSTI de l'exploitant lors du déploiement et de la réception des nouveaux systèmes ou l'évolution des systèmes existants, vis-à-vis de leur intégration dans le système d'information du réseau Tisséo.

Parmi les projets engagés, le chargé de mission sera notamment mobilisé sur les projets du Plan Métro (projets Améliorations Ligne A, Prolongement Ligne B et Toulouse Aerospace Express), sur le projet d'Aerotram ou le réseau LINEO.

Par ailleurs, il est responsable de l'élaboration et du suivi du budget annuel et pluriannuel de l'ensemble des opérations liées aux systèmes dont il a la charge. A ce titre il est chargé de :

- rédiger les programmes d'opération et les faire valider au sein du SMTC afin de pouvoir les inscrire dans le budget du SMTC ;
- préparer la consultation des entreprises et passer les marchés pour mener ces opérations ;
- valider les études préalables à la réalisation de ces opérations et les choix techniques et organisationnels associés ;
- superviser la réalisation de ces opérations et préparer leurs réceptions puis leurs mises à disposition de l'exploitant ;
- assurer un suivi technique et tenir à jour les référentiels documentaires.

Sur l'ensemble des opérations dont il est le pilote, il est responsable de l'atteinte des objectifs de coûts, de planning et de respect du programme.

Il pourra intervenir également en tant que conseil technique auprès d'autres directions du SMTC.

Il est proposé aux membres du comité syndical d'autoriser la mise à disposition de ce personnel sur les bases sus indiquées et dans les conditions définies par la convention ci-jointe.

Le Comité Syndical :  
Entendu l'exposé de Monsieur le Président,  
Après en avoir délibéré et à l'unanimité des votants :

**ARTICLE 1 :** AUTORISE la mise à disposition auprès du SMTC d'un agent de la Société de la Mobilité de l'Agglomération Toulousaine dans les conditions sus visées pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2015 ;

**ARTICLE 2 :** AUTORISE le Président du SMTC à signer la convention de mise à disposition ;

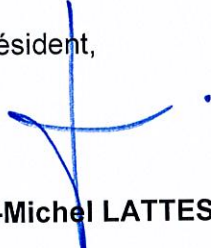
**ARTICLE 3 :** DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012 du budget du SMTC ;

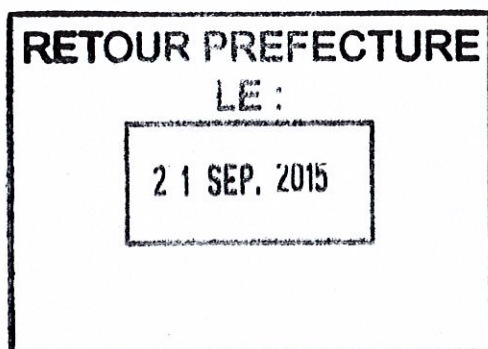
**ARTICLE 4 :** DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de la légalité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme,

Le Président,

  
Jean-Michel LATTES





CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
(Article 14 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007)

ENTRE,

Le SMTC, Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération toulousaine, représenté par son Président, Monsieur Jean-Michel Lattes,

d'une part,

ET

La SMAT, Société de la Mobilité de l'Agglomération Toulousaine, représenté par Monsieur Xavier Bonneau en sa qualité de Directeur,

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

**ARTICLE 1 : OBJET**

La SMAT, Société de la Mobilité de l'Agglomération Toulousaine transformée en Société Publique Locale le 1<sup>er</sup> octobre 2012 met son expérience reconnue dans le pilotage et la gestion des projets de transport au service de ses collectivités membres afin de répondre aux objectifs de clarification, d'organisation et de pérennité des acteurs du développement des infrastructures de transport public.

Le SMTC Autorité Organisatrice de la mobilité durable de l'agglomération toulousaine en sa qualité d'actionnaire de la SMAT sollicite la mise à disposition d'un de ses salariés dont la spécialisation technique le qualifie pour l'exercice de missions spécifiques ou la participation à des projets à l'initiative de l'Autorité Organisatrice.

Les salariés de la SMAT relèvent du statut de droit privé et à ce titre sont soumis aux dispositions du Code du Travail.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2007-148 du 2 février 2007 et à l'article 61-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, la SMAT a donné son accord pour la mise à disposition de ce personnel dont le nom suit et selon les conditions de mise à disposition fixées ci-après.

## ARTICLE 2 : LE PERSONNEL ET LA NATURE DES FONCTIONS EXERCEES

- ❖ Madame Marie-Christine CAZIER - Chargée de mission systèmes «parcs relais et support projets » au sein du Service Patrimoine Systèmes Innovation Europe de la Direction Générale Adjointe Patrimoine Investissements.

Nature des fonctions :

Prendre en charge le développement et la mise en service du nouveau système de gestion des parcs relais :

- Analyse des besoins fonctionnels formalisés par la Direction Générale Adjointe Mobilité Réseaux et les services de l'exploitant,
- Veille technique et état de l'art des systèmes existants ;
- Participation à la définition des interfaces avec les autres systèmes.
- Rédaction des cahiers des charges et montage des marchés permettant de mettre en œuvre le système,
- Gestion technique, administrative et financière du projet et des marchés,
- Suivi et évaluation des solutions techniques mises en œuvre.

Plus généralement, le chargé de mission sera amené à :

- Apporter une vision stratégique sur les systèmes qu'il prendra en charge, en intégrant les logiques industrielles, le contexte projet (évolution de l'offre et développement du réseau) ainsi que la dimension patrimoniale avec en particulier la programmation du traitement de l'obsolescence technique et / ou fonctionnelle des systèmes et équipements.
- Intervenir, en lien avec le chargé de mission « coordination des projets/systèmes », en accompagnement des chefs de projet SMTC, en assurant un rôle de coordination / interface au sein du SMTC, et vis à vis de l'exploitant, et/ou de la SMAT et autres Maîtres d'Ouvrage, entre le projet et l'ensemble des systèmes exploités, programmés ou étant amenés à être modifiés ou renouvelés sur la période de mise en œuvre du projet.
- Valider et formaliser les exigences systèmes du SMTC, en lien avec l'exploitant, et s'assurer de leur bonne prise en compte dans les projets d'infrastructures et d'acquisition de Matériel Roulant,
- Assurer l'interface avec la DSTI de l'exploitant lors du déploiement et de la réception des nouveaux systèmes ou l'évolution des systèmes existants, vis-à-vis de leur intégration dans le système d'information du réseau Tisséo.

Parmi les projets engagés, le chargé de mission sera notamment mobilisé sur les projets du Plan Métro (projets Améliorations Ligne A, Prolongement Ligne B et Toulouse Aerospace Express), sur le projet d'Aerotram ou le réseau LINEO.

Par ailleurs, il est responsable de l'élaboration et du suivi du budget annuel et pluriannuel de l'ensemble des opérations liées aux systèmes dont il a la charge. A ce titre il est chargé de :

- rédiger les programmes d'opération et les faire valider au sein du SMTC afin de pouvoir les inscrire dans le budget du SMTC ;
- préparer la consultation des entreprises et passer les marchés pour mener ces opérations ;

- valider les études préalables à la réalisation de ces opérations et les choix techniques et organisationnels associés ;
- superviser la réalisation de ces opérations et préparer leurs réceptions puis leurs mises à disposition de l'exploitant ;
- assurer un suivi technique et tenir à jour les référentiels documentaires.

Sur l'ensemble des opérations dont il est le pilote, il est responsable de l'atteinte des objectifs de coûts, de planning et de respect du programme.

Il pourra intervenir également en tant que conseil technique, ressource technique auprès d'autres directions du SMTC.

Ce poste sera en interface et de ce fait devra s'appuyer sur une coopération efficace et efficiente avec les services suivants :

- Services de la DGA Mobilité Réseau du SMTC et plus particulièrement ceux en charge de définir les différentes composantes de la politique des transports et de l'offre de service, qui devront être déclinés et intégrés dans le cadre des projets.
- Services en charge de la Maîtrise d'Ouvrage des projets d'infrastructures (SMTC, SMAT, ...) et plus particulièrement ceux en charge de projets réalisés dans l'environnement « Métro ».
- Services de la Direction des Systèmes et Technologies de l'Information de la Régie Tisséo chargés du maintien en condition opérationnelle / administration de certains de ces systèmes.
- Autres services de l'exploitant.

Le travail est organisé par la direction d'accueil, pour une durée hebdomadaire de 35 heures.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI**

Pour l'exercice de ces fonctions, ce salarié sera placé sous le contrôle du SMTC.

Toutefois, il reste membre du personnel de la SMAT, seule autorité habilitée à modifier ou à rompre le contrat de travail de l'intéressé, à prendre en charge sa formation permanente et à assurer sa gestion administrative.

La mise à disposition fera l'objet d'un avenant au contrat de travail.

Le salarié mis à disposition devra respecter les règles déontologiques qui s'appliquent aux fonctionnaires.

Les droits et obligations auxquels il est soumis sont de même nature que ceux applicables aux fonctionnaires et figurent à l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée qui renvoie en l'espèce aux Titres I et II du statut général des fonctionnaires.

### **ARTICLE 4 : INDISPONIBILITE – ACCIDENT DU TRAVAIL**

Conformément à l'article L 8241-2 du code du travail renvoyant aux dispositions de la Loi de 1972 en matière d'accident du travail :

Le salarié mis à disposition victime d'un accident du travail devra informer le SMTC.

- Le SMTC devra déclarer à la SMAT tout accident du travail dont il a eu connaissance et dont a été victime un salarié mis à disposition.

- Dans le cas de faute inexcusable ou intentionnelle, le SMTC peut être substitué à la SMAT.

L'établissement d'origine verse les prestations servies dans le cas de congé de maladie ou d'accident du travail survenu pendant l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions. Il supporte seul la charge de l'allocation temporaire d'invalidité.

#### **ARTICLE 5 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION**

Le montant de la rémunération et des charges sociales versées par la SMAT est remboursé par le SMTC sur présentation des bulletins de salaire du personnel concerné, selon le détail ci-dessous :

- a) Le montant du traitement de base brut et ses accessoires et avantage en nature, ainsi qu'éventuellement les sommes représentatives de congés payés acquis durant la mise à disposition et pris au terme de cette mise à disposition ou ultérieurement à celle-ci ;
- b) Le montant des charges sociales, fiscales ou para-fiscales de toute nature dont l'assiette est constituée par le traitement et ses accessoires ;

Les frais professionnels (transports et déplacements) occasionnés à l'occasion des missions seront supportés par la structure d'accueil.

La SMAT présentera la facturation au SMTC chaque trimestre.

#### **ARTICLE 6 : DUREE DE LA MISE A DISPOSITION**

Madame Marie-Christine CAZIER est mis à disposition du SMTC à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2015 et pour une durée de deux ans.

#### **ARTICLE 7 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION**

La convention peut être résiliée de plein droit sans indemnité, totalement ou partiellement par courrier recommandé avec accusé de réception dans les cas suivants avec un préavis de 1 mois :

- à la demande de la SMAT,
- à la demande du SMTC,
- à la demande de l'intéressée.

La convention pourra être résiliée sans préavis en cas de faute grave du salarié.

#### **ARTICLE 8 : APPROBATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Délibérante du SMTC et du Conseil d'administration de la SMAT.

Une information sur l'état des mises à disposition des personnels sera communiquée en Comité Technique du SMTC annuellement.

## **ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Toulouse.

Fait à

Le

Pour la SMAT

Le Directeur,

Xavier BONNEAU

Fait à

Le

Pour le SMTC

Le Président,

Jean-Michel LATTES

Le Personnel mis à disposition

Nom : CAZIER

Prénom : Marie-Christine

Date de signature :

| Somme de Liquidité |             |        |                                |              |  |
|--------------------|-------------|--------|--------------------------------|--------------|--|
| Theme              | N° MARCHE   | Compte | Tiers                          | Total        |  |
| 0                  | BE 2014-343 | 2315   | SCHINDLER S.A                  | 11 988.00    |  |
|                    | BE 2014-346 | 2315   | SIGNATURE                      | 1 275.00     |  |
|                    | C-2011-1004 | 23132  | TOULOUSE METROPOLE             | 118 304.92   |  |
|                    |             | 2314   | TOULOUSE METROPOLE             | 118 304.92   |  |
|                    | M-2011.031  | 2315   | SANTERNE TOULOUSE SAS          | 1 870.08     |  |
|                    | M-2012-017  | 2315   | CRM                            | 12 334.23    |  |
|                    | M-2013-017  | 23132  | PER INGENIERIE                 | 16 800.00    |  |
|                    | M-2013-017  | 23132  | STE METRO AGGLOM. TLSAINE      | 33 350.59    |  |
|                    | M-2013-17   | 23132  | SCE                            | 25 012.00    |  |
|                    | MA 2011-629 | 23132  | STE METRO AGGLOM. TLSAINE      | 23 345.07    |  |
| 09-05              | MA 2013-512 | 2315   | SIEMENS SAS                    | 7 560.00     |  |
|                    | MA 2014-515 | 23132  | BOUYGUES ENERGIES & SERVICES   | 10 525.94    |  |
|                    | MA-2009-604 | 23132  | SNC LAVALIN                    | 490.79       |  |
|                    | BE 2015-216 | 23132  | EIFFAGE CONSTRUCTION GARONNE   | 2 997.31     |  |
|                    | M-2013-019  | 2315   | XEROX                          | 134 578.60   |  |
|                    | MA-2011-660 | 23132  | SNC LAVALIN                    | 430.92       |  |
|                    | MA-2011-607 | 23132  | GIRUS SA                       | 144.00       |  |
|                    | BE-2011-257 | 23132  | ELYFEC SPS                     | 89.60        |  |
|                    | MA 2013-560 | 23132  | GALLARDO                       | 10 104.96    |  |
|                    |             |        | HUTINET PHILIPPE               | 17 683.69    |  |
| 10-04              | 10-15       | 23132  | PRAT S.A INGENIERIE STRUCTURES | 17 683.62    |  |
|                    |             |        | SAFRA                          | 1 078 873.83 |  |
|                    | M- 2010.005 | 2315   | STRUKTON RAIL BV               | 2 057.30     |  |
|                    | M- 2010.007 | 2315   | ZF SERVICES FRANCE             | 27 841.70    |  |
|                    | M- 2011.020 | 2315   | FAIVELEY TRANSPORT AMIENS      | 73 061.67    |  |
|                    | M- 2011.021 | 2315   | EMILE MAURIN                   | 11 880.37    |  |
|                    | M- 2012.003 | 2315   | APAVE                          | 20 624.76    |  |
|                    | M- 2012.016 | 2315   | SAFRA                          | 247 047.38   |  |
|                    | M-2010.005  | 2315   | SAFRA                          | 634 530.12   |  |
|                    | M-2010.005  | 2315   | ZF SERVICES FRANCE             | 41 586.17    |  |
| 10-45              | M-2011.020  | 2315   | FAIVELEY TRANSPORT AMIENS      | 27 426.95    |  |
|                    | M-2011.021  | 2315   | TED SERVIDED                   | 9 793.71     |  |
|                    | M-2012-005  | 2315   | CRM                            | 64 538.15    |  |
|                    | M-2012-017  | 2315   | SIEMENS SAS                    | 6 720.00     |  |
|                    | M-2013-032  | 2315   | SIEMENS SAS                    | 44 852.50    |  |
|                    | M-2013-033  | 2315   | SIEMENS SAS                    | 7 392.00     |  |
|                    | M-2013-034  | 2315   | SERELEC                        | 3 792.40     |  |
|                    | 10-69       | 2315   |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |
| 11-109             | 11-109      | 2315   |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |
|                    | 11-109      | 2315   |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |
|                    | 11-109      | 2315   |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |
|                    | 11-109      | 2315   |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |
|                    |             |        |                                |              |  |

| Somme de Liquidé |             |             |                               |                |          |
|------------------|-------------|-------------|-------------------------------|----------------|----------|
| Theme            | N° MARCHE   | Compte      | Tiers                         | Total          |          |
| 12-02            | MA 2014-531 | 23132       | INEO RESEAU SUD SOUEST        | 26 144.71      |          |
| 12-06            | MA 2014-547 | 23132       | EXEDRA MP                     | 189 255.97     |          |
|                  | MA 2014-548 | 23132       | BOURDARIOS S.A                | 18 741.90      |          |
|                  | MA 2015-505 | 23132       | EXEDRA MP                     | 5 882.68       |          |
|                  |             |             | MOZERR SIGNAL                 | 4 497.12       |          |
| 12-07            | M-2013-014  | 23132       | GRONTMIJ                      | 1 980.00       |          |
| 12-27            | M-2014-003  | 2315        | FONTANIE SAS                  | 118 794.39     |          |
| 12-39            | M- 2013-001 | 23132       | MONETECH                      | 59 152.93      |          |
|                  |             |             | SETIM                         | 35 687.31      |          |
| 12-45            | M-2014-002  | 23132       | MONETECH                      | 5 834.00       |          |
|                  | M-2013-004  | 23132       | QUALICONSULT                  | 2 379.69       |          |
|                  | MA 2013-561 | 23132       | QUALICONSULT                  | 960.00         |          |
|                  | MA 2014-539 | 2315        | HARTER                        | 9 900.00       |          |
| 12-522           | C-2011-944  |             | QUARTIERS LUMIERES            | 14 050.00      |          |
|                  |             |             | TECHNISPHERE                  | 12 300.00      |          |
|                  |             | 23132       | TOULOUSE METROPOLE            | 302 989.48     |          |
|                  |             | 2314        | TOULOUSE METROPOLE            | 302 989.48     |          |
| 12-527           | C-2012-1006 | 23132       | TOULOUSE METROPOLE            | 970 685.91     |          |
|                  |             | 2314        | TOULOUSE METROPOLE            | 970 685.91     |          |
| 12-62            | MA 2013-521 | 23132       | EGIS FRANCE                   | 10 503.78      |          |
| 12-66            | MA 2012-628 | 23132       | CAP INGELEC                   | 590.98         |          |
|                  |             |             | O.T.C.E. MP                   | 689.48         |          |
|                  |             |             | OTCE INFRA BFE                | 197.00         |          |
|                  |             |             | TECHNI-CITE                   | 492.49         |          |
|                  |             | MA 2013-514 | 23132                         | BECKER & SOHNE | 6 397.09 |
| 12-79            | MA 2013-515 |             | MCL                           | 2 048.35       |          |
|                  |             | 23132       | SPIE TRINDEL SUD OUEST        | 103.73         |          |
|                  |             | 23132       | GRONTMIJ                      | 1 605.00       |          |
|                  |             | 23132       | INEO EI MIDI-PYRENEES SNC     | 358.55         |          |
| 13-03            | C-2013-886  | 2315        | Galerie XIPPAS                | 8 000.00       |          |
| 13-05            | C-2013-894  | 2315        | GALERIE MICHEL REIN           | 12 000.00      |          |
|                  | M- 2011-002 | 23132       | INTERACT SYSTEMES SUD OUEST - | 43 861.34      |          |
|                  | M-2011.031  | 2315        | SANTERNE TOULOUSE SAS         | 41 227.62      |          |
| 13-10            | BE 2013-397 | 2315        | TECBAN                        | 12 424.50      |          |
| 13-20            | MA 2015-518 | 2315        | COMPUTACENTER                 | 8 783.46       |          |
| 13-21            | MA 2015-503 | 23132       | INEO EI MIDI-PYRENEES SNC     | 66 302.70      |          |
| 13-36            | M-2013-021  | 2315        | CRMT                          | 633 981.77     |          |